

Pays développés



- À :** Négociateurs des pays développés à la conférence des Nations unies sur le changement climatique
- Objet:** Briefing sur les objectifs des négociations
- Inclus :** États-Unis, Canada, Union européenne, Russie et autres pays issus de l'URSS, Japon, Corée du Sud, Australie, Nouvelle-Zélande

Objectifs

Nos gouvernements cherchent à négocier un accord pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) qui pourrait limiter les risques du changement climatique. Mais nous cherchons aussi le meilleur compromis pour notre économie et les intérêts vitaux de nos pays. En 2015, à la conférence de l'ONU sur le climat à Paris, les États se sont mis d'accord pour contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels et de poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation de la température à 1,5°C (article 2). Nous devons donc décider :

- 1. Des actions éventuelles pour réduire nos émissions.** Les pays développés ont légèrement réduit leurs émissions depuis 2007 et sans une action soutenue, nos émissions devraient se stabiliser dans le futur. Nous pouvons donc décider, ou pas, si nous maintenons cette année de pic d'émissions (si tel est le cas, indiquez l'année en cours), quand elles commenceront à diminuer et à quel taux annuel. (cf. verso pour des données supplémentaires)
- 2. Si nous prenons des mesures pour réduire la déforestation et/ou accroître le boisement (afforestation).**
- 3. Si nous souhaitons contribuer, et de combien, aux fonds internationaux pour le climat.** Ces fonds sont destinés à fournir au moins 100 milliards de dollars par an d'aide aux pays en développement pour permettre les politiques d'atténuation des émissions et d'adaptation au changement climatique.

Contexte

Le consensus scientifique est clair. Plus de 97% des climatologues s'accordent sur le fait que le changement climatique est une réalité, qu'il est causé par l'usage des énergies fossiles et que ses conséquences pourraient être désastreuses. Beaucoup de pays développés en subissent déjà les effets, de la montée du niveau de la mer à l'intensification des sécheresses.

Opinion publique

La majorité de nos citoyens pensent que le changement climatique est réel et que l'activité humaine y contribue de manière significative. La plupart soutiennent la mise en place de politiques qui régleraient ce problème mais, en même temps, s'opposent à toute initiative qui élèverait le coût de la vie. Pour beaucoup de citoyens, le changement climatique n'est pas une priorité, il se classe loin derrière la sécurité nationale, la situation économique et le chômage.

Opportunités

Fort heureusement, et ce alors que les énergies renouvelables deviennent de plus en plus abordables, réduire les émissions peut améliorer la santé publique, créer des emplois et améliorer la sécurité énergétique.

Action nationales

Aux négociations sur le climat à Paris, nos pays se sont engagés à commencer de réduire leurs émissions. Ces engagements sont ambitieux et vont être compliqués à mettre en place. Par exemple aux États-Unis de nombreuses politiques mises en place pour réduire les émissions ont été abrogées par la précédente administration. L'Australie, dotée d'importantes réserves de charbon, a abrogé sa taxe sur les émissions de carbone. La Russie et d'autres anciennes Républiques soviétiques ne semblent pas disposés à sortir des énergies fossiles tant leurs recettes publiques en dépendent.

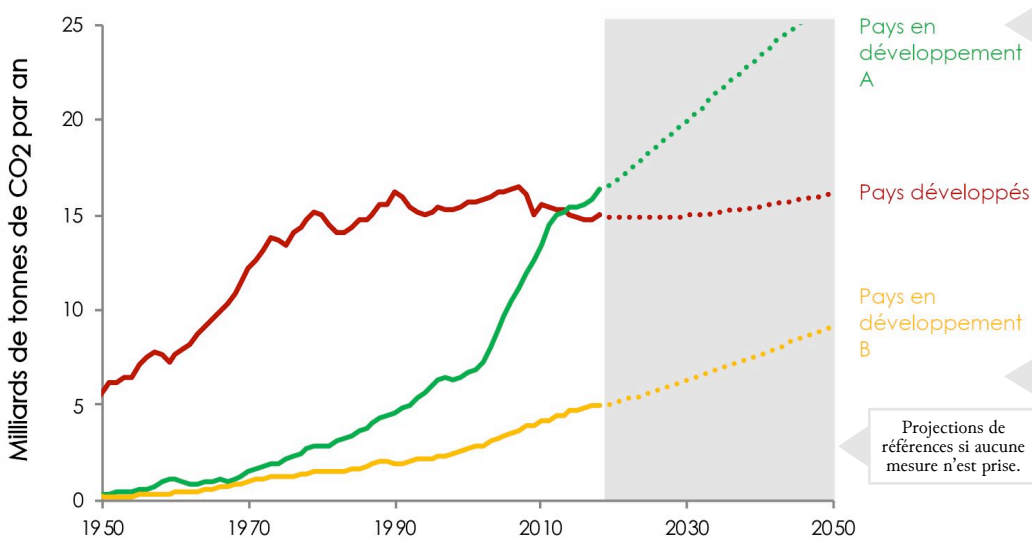
Forêts et utilisation des sols

Bien que nous pouvons nous engager à réduire nos émissions liées à la déforestation et à la dégradation des sols, cela ne concernerait qu'une petite partie de nos émissions.

Contexte international

- La Chine émet aujourd'hui plus de 25 % des émissions mondiales de CO₂, soit plus que les émissions combinées des États-Unis, du Mexique et du Canada, de plus, la Chine est devenue la deuxième économie mondiale. Les émissions de l'Inde et des autres pays en développement connaissent également une croissance rapide. Plus préoccupant, les émissions des pays en développement ont augmenté plus rapidement que les taux annoncés dans les scénarios développés par la communauté scientifique.
- Les pays les moins développés continuent à souligner que des réductions de leurs émissions requièrent d'importantes aides financières de la part des pays riches. Mais la corruption est rampante dans de nombreux pays et l'aide apportée n'atteint que trop rarement son but. Ils vont aussi certainement mettre l'accent sur les politiques forestières et leurs rôles pour réduire les émissions, ce qui, même si c'est important, reste insuffisant pour régler la crise climatique.

Émissions de CO₂ issues des combustibles fossiles

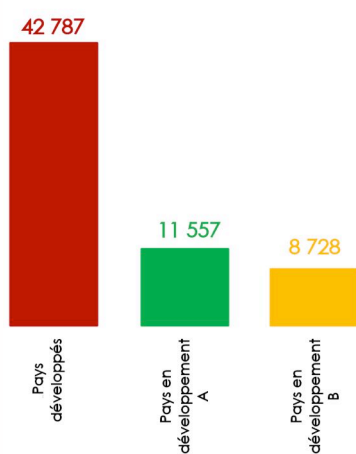


Les **pays en développement A**, dont la Chine sont aujourd'hui les plus grands émetteurs de CO₂ au monde. Sans mesures concrètes, les émissions de ces pays pourraient tripler d'ici 2100.

Pour réduire sa dépendance au pétrole, la Suède a su réduire ses émissions de CO₂ de 4,5% par an entre 1976 et 1986. La France et la Belgique ont connu, elles aussi, des réductions similaires pendant la même période. Plus récemment, le Royaume-Uni a réduit ses émissions de 3,5% par an en moyenne entre 2007 et 2017. Sinon, les réductions d'émissions les plus significatives ont été historiquement dues à des crises politiques ou économiques.

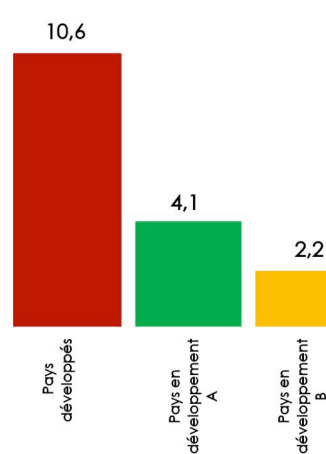
PNB par personne

(à parité du pouvoir d'achat en US Dollars, 2017)

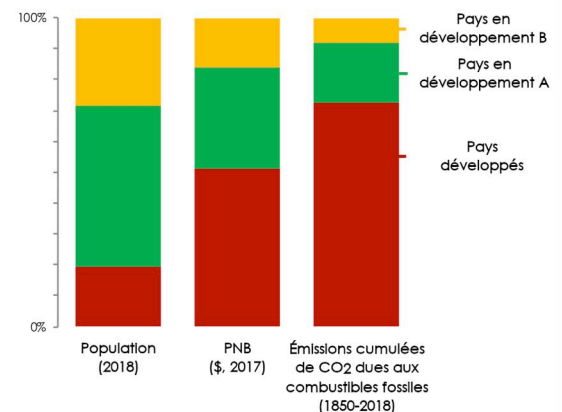


Émissions par personne

(tonnes de CO₂ par an, 2018)



Population, richesse et émissions cumulées



Alors que jusqu'à présent, la part des émissions cumulées des **pays développés** (États-Unis, UE et les autres pays développés) est de loin la plus importante ; la croissance de la population, du PNB par personne et des émissions dans les **pays en développement A** et **B** dépassent de beaucoup celles des pays développés. Si aucune action n'est entreprise, les émissions cumulées de tous les **pays développés** ne devraient plus représenter que 36% du total en 2100.

Depuis 1980, les émissions de CO₂ par personne ont augmenté de façon spectaculaire en **Chine** et en **Inde** (respectivement de 394% et 349%) mais ont diminué aux **États-Unis** et dans l'**UE** (respectivement de 21% et 30%).